

ZANTEN Agnès van. *Choisir son école. Stratégies familiales et médiations locales*. Paris : PUF, 2009, 283 p.

Dans cet ouvrage, Agnès van Zanten étudie le processus de choix d'école, en s'intéressant plus particulièrement à ce processus dans les familles qui ont la plus grande propension à choisir. Pour ce faire, elle a étudié ce choix à la transition entre l'enseignement primaire et secondaire, dans des espaces caractérisés par une importante offre scolaire (quatre communes urbaines de la périphérie parisienne), et posé par des parents de classe moyenne, engagés et réflexifs par rapport au processus de choix. Le postulat majeur de l'analyse est que le choix de l'établissement par les parents de classe moyenne est lié à un intérêt de classe, et s'intègre dans une stratégie de clôture sociale, qui vise tant à réduire les écarts avec la grande bourgeoisie, qu'à se « protéger » des classes populaires. L'enquête distingue toutefois quatre profils de famille de classes moyennes correspondant à des niveaux de capital (supérieur vs intermédiaire) et à la prégnance de formes différentes de capital (pôle économique et privé vs pôle culturel et public), à savoir les « technocrates », les « intellectuels », les « médiateurs » et les « techniciens ».

L'ouvrage se compose de deux grandes parties. La première s'intéresse aux motifs de choix, à leur ancrage dans des idéaux collectifs, aux liens entre intérêts et théories implicites, et au type de capital mobilisé à travers le choix. Elle vise essentiellement à décrire les déterminants individuels du choix de l'école. La seconde décrypte l'imbrication des processus de choix dans les médiations qui les concrétisent, en portant successivement attention aux négociations intrafamiliales, au rôle des réseaux sociaux, au rapport avec l'offre éducative locale et à la participation des parents à la régulation politique locale.

Plutôt que de chercher à recomposer une image exhaustive de l'ouvrage, nous avons choisi de traiter trois points particuliers, à savoir premièrement la « tension » qui organise l'ensemble du livre, entre le postulat de clôture sociale et l'idée de reconstituer, à partir d'une démarche compréhensive wébérienne, des profils différenciés d'intérêts de classe et de choix de l'école au sein de la classe moyenne ; deuxièmement, le développement d'un modèle théorique du choix de l'école ; et enfin l'ouverture d'une réflexion relative à la figure du marché comme forme de coordination. Pour ce premier point concernant la tension entre clôture sociale et la différenciation au sein de la classe moyenne, la question est de savoir comment rendre compte de la complexité et de la diversité du processus de choix d'école (parmi les familles de la classe moyenne) tout

en posant l'hypothèse que la lame de fond qui organise ce dernier est un intérêt de classe, commun à l'ensemble des familles de la classe moyenne ? L'interrogation est particulièrement complexe, mais prend sens et se crédibilise au fur et à mesure des différents chapitres. Dans le chapitre relatif aux visées individuelles par exemple, l'auteure montre certes que les visées de type instrumental, qui sont les plus explicitement liées à la maximisation des positions sociales, sont le moteur du choix pour les « technocrates » et les « techniciens » (soit dans les deux groupes qui tournent autour du pôle économique et privé), mais que les parents appartenant au groupe des « intellectuels » privilégient une visée réflexive, sans perdre de vue la composante instrumentale du choix, et enfin que si les parents appartenant au groupe des « médiateurs » valorisent largement une visée expressive, cette visée les amène à s'interroger sur les caractéristiques sociales des élèves, garantes de l'épanouissement de leurs enfants.

Dans le chapitre relatif à la rationalité cognitive des acteurs, Agnès van Zanten montre par exemple que si la majorité des parents accordent davantage de crédit à l'effet du public (soit l'effet du *school mix*) qu'à l'effet de l'établissement proprement dit, certains parents seulement lient ce constat à des explications fortes, inspirées des théories scientifiques (par exemple les thèses de Bourdieu et Passeron, voire celles de Bernstein chez certains parents du groupe des « intellectuels »), qui ont pour effet d'en asseoir une lecture fataliste, justifiant d'autant plus leur investissement et leur engagement dans le processus de choix de l'école de leurs enfants.

On notera enfin, à titre de nouvel exemple, que, dans le chapitre relatif aux négociations intrafamiliales, l'auteure souligne certes que la distinction majeure qui s'opère à cet égard oppose d'un côté les familles des classes moyennes supérieures et, de l'autre, les familles des classes moyennes intermédiaires, en fonction de l'ampleur de l'intervention parentale. Elle montre toutefois bien que la nature de l'intervention parentale diffère fondamentalement entre les deux groupes des classes moyennes supérieures. Dans les familles appartenant au groupe des « technocrates », l'intervention parentale est explicite et laisse peu de place aux choix des enfants, alors qu'elle est implicite et procède essentiellement de l'inculcation d'habitus culturels et politiques dans les familles appartenant au groupe des « intellectuels ».

À n'en point douter, un intérêt majeur de l'ouvrage est son cadre théorique. Afin de décrypter les voies diversifiées (selon le type de classe moyenne) par lesquelles se développe et s'exprime le choix de l'école,

Agnès van Zanten propose un cadre théorique organisé autour de trois composantes : la position sociale des individus dans la structure de classe (et au sein même de la classe moyenne) ; les intérêts, valeurs, représentations ou ressources des acteurs ; et les dispositifs pragmatiques à travers lesquels s'actualise le choix. Dans son approche individuelle (c'est-à-dire dans la description et l'étude des déterminants individuels des choix), le modèle rend compte de deux facettes particulièrement intéressantes et peu traitées dans la littérature. La première est la conciliation opérée par les parents, non sans tension, entre les visées strictement individuelles qu'ils poursuivent et les points de vue impersonnels qu'ils adoptent en lien avec les idéaux d'égalité et d'intégration. La seconde est la récursivité à l'œuvre dans les interactions qui se nouent entre les intérêts des acteurs et les représentations qu'ils se font du fonctionnement du système scolaire, des établissements d'enseignement et de leur enfant en tant qu'apprenant et personne en développement. Adoptant une perspective cognitive pour décrire les déterminants des intérêts et des visées individuels des parents, l'auteure montre non seulement que les représentations et les connaissances des parents (associant des connaissances de type scientifique et expérientiel) organisent leur perception et leurs intérêts, mais également, dans la droite lignée des travaux de Kunda (1990) sur la question du raisonnement motivé, que le type de raisonnement et de connaissances mobilisés par les acteurs est largement ancré dans les préjugés et les motivations de ces derniers.

Dans son approche sociale, le modèle associe à la réflexion sur la mobilisation des différentes formes de capital (économique et culturel) durant le processus de choix une réflexion sur la mobilisation du capital social, et permet d'interroger le lien entre position sociale au sein de la classe moyenne et formes de mobilisation du capital social. À cet égard, la distinction proposée entre capital social inclusif et exclusif nous apparaît particulièrement éclairante pour penser la question du choix de l'école comme une composante parmi d'autres des modèles d'intégration (dans la ville, dans la société) développés par les différentes fractions de parents de la classe moyenne. Le modèle théorique permet également d'interroger la configuration spécifique des facteurs de régulation du cas français (voire parisien, et même propre à chacun des quatre espaces analysés) et leur interaction avec le processus de choix, soulignant, notamment dans le dernier chapitre relatif aux régulations politiques, le rôle actif des parents et leur créativité sociale dans la régulation politique locale, que ce soit par un investissement au sein même de l'établissement, au travers de la participation à des

associations de parents, ou dans les instances de régulation locale, ici communales.

Enfin, bien que l'ouvrage ne porte pas sur la figure du marché en tant que mode de régulation des systèmes scolaires, il a l'intérêt d'apporter un éclairage sociologique sur ce dernier, et permet une réflexion renouvelée quant à ses effets sur le niveau moyen et la distribution des apprentissages. L'idée fondamentale du modèle du marché importé dans le monde scolaire est que la pression exercée par les familles, libres de changer d'établissement, sera plus efficace que le contrôle traditionnel exercé par l'autorité publique sur les établissements scolaires. Dans cette perspective, on attend de l'importation du marché dans le monde scolaire un bénéfice moyen pour tous les élèves du système scolaire, quelle que soit leur classe sociale. Or il nous semble que les constats posés dans cet ouvrage par Agnès van Zanten permettent un renouvellement de cette hypothèse, dès lors qu'elle met en évidence que les familles (de classe moyenne tout au moins) s'intéressent, pour des raisons diversifiées, davantage aux caractéristiques des élèves scolarisés dans chaque établissement et, éventuellement, aux résultats bruts des élèves d'une école (chez les « technocrates »), plutôt qu'aux progrès réalisés par les élèves grâce à la qualité de l'offre dans une école. On pourrait dès lors faire l'hypothèse que la dynamique créée par la possibilité de choisir son établissement est tout autre que ce que suggère la théorie du marché : les écoles auraient surtout intérêt à recruter les meilleurs élèves, plutôt qu'à améliorer leurs pratiques, ce qui ne conduirait pas à une amélioration de la qualité de l'enseignement, mais plutôt à une ségrégation accrue entre établissements, et probablement à une production accrue des élites scolaires.

Au final, le présent ouvrage offre au lecteur une analyse finement construite et argumentée du processus de choix de l'école à l'œuvre dans la classe moyenne parisienne, illustrative de l'intérêt de classe qui guide ce choix et de son rôle d'instrument de clôture sociale. Ce faisant, il poursuit, à sa manière, le travail d'analyse développé par l'auteure dans l'école de la périphérie, en interrogeant le rôle que jouent les stratégies des classes moyennes dans la fabrication de la ségrégation sociale à l'école, et indirectement, dans l'agencement de formes de socialisation scolaire segmentées et distinctes au sein du système scolaire français. On regrettera seulement que l'ouvrage, fondamentalement attaché à produire de l'intelligibilité quant à l'objet spécifique étudié, discute peu, même en conclusion, des interactions entre les formes et les motifs de choix au sein des différentes fractions sociales de la société française, pas plus qu'il n'offre de discussion sur la spécifi-

cité du cas français, et ce tant par rapport aux politiques d'affectation des élèves aux écoles, que par rapport aux modalités de structuration des inégalités de position sociale dans la société, et la manière dont elles interagissent avec les structures et les politiques scolaires (Dubet, Duru-Bellat & Vérétoout, 2010).

Xavier Dumay
GIRSEF, Université de Louvain, Belgique

BIBLIOGRAPHIE

- DUBET F., DURU-BELLAT M. & VÉRÉTOOUT A. (2010). « Les inégalités scolaires entre l'amont et l'aval. Organisation scolaire et emprise des diplômes ». *Sociologie*, vol. 1, n° 2, p. 177-197.
- KUNDA Z. (1990). « The case for motivated reasoning ». *Psychological Bulletin*, vol. 108, n° 3, p. 480-498.